

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES EN HAÏTI EN 2023

RÉSUMÉ
EXÉCUTIF



À propos

Ce document est consolidé par OCHA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à informer la planification stratégique conjointe de la réponse.

ILLUSTRATION DE COUVERTURE :

Francisco Silva

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire de rejoindre les personnes affectées par des crises et est chef de file dans la mobilisation de l'assistance et de ressources pour le compte du système humanitaire.

www.unocha.org/rolac

twitter.com/OCHAHaiti



ReliefWeb Response (RW Response) est destiné à être le site Web central des outils et des services de Gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres de l'IASC intervenant dans une crise.

<https://response.reliefweb.int/Haïti>



Humanitarian InSight aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il donne les dernières informations vérifiées les plus récentes sur les besoins et la dispense de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

hum-insight.com



Le FTS (Financial Tracking Service), géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

fts.unocha.org

Chiffres clés et projections

Chiffres actuels (2022)

4,9M



58%

50%

14%

Projections (2023)

PERS. DANS LE BESOIN

5,2M

TENDANCE (2016 - 2023)



FEMMES ET FILLES

57%

ENFANTS

55%

AVEC UN HANDICAP

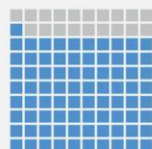
12%



PAR SECTEUR

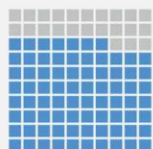
ABRIS

4,2M



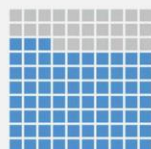
ÉDUCATION

4,0M



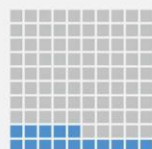
EPAH

3,3M



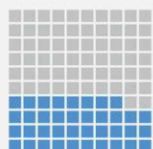
NUTRITION

0,8M



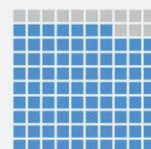
PROTECTION

2,0M



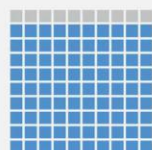
SANTÉ

4,5M



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

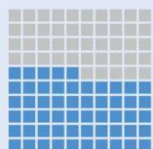
4,7M



PAR ÂGE ET SEXE

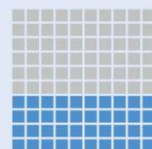
ENFANTS
<18 ANS

2,9M



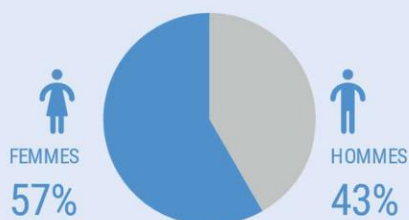
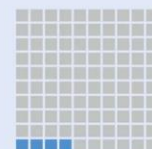
ADULTES
18-59 ANS

2,1M



PERSONNES ÂGÉES
≥60 ANS

0,2M



Une succession d'événements marquants au cours de l'année 2022 a conduit à une situation humanitaire critique en Haïti.

Les besoins humanitaires ont fortement augmenté et devraient encore s'accroître en 2023, alors que le pays est en proie à une violence généralisée et à des troubles politiques continus, dans un contexte d'inflation galopante et de récession économique pour la troisième année consécutive. Près de la moitié de la population souffre aujourd'hui de la faim et, pour la première fois dans l'histoire d'Haïti, au moins 19 000 personnes sont menacées de famine.

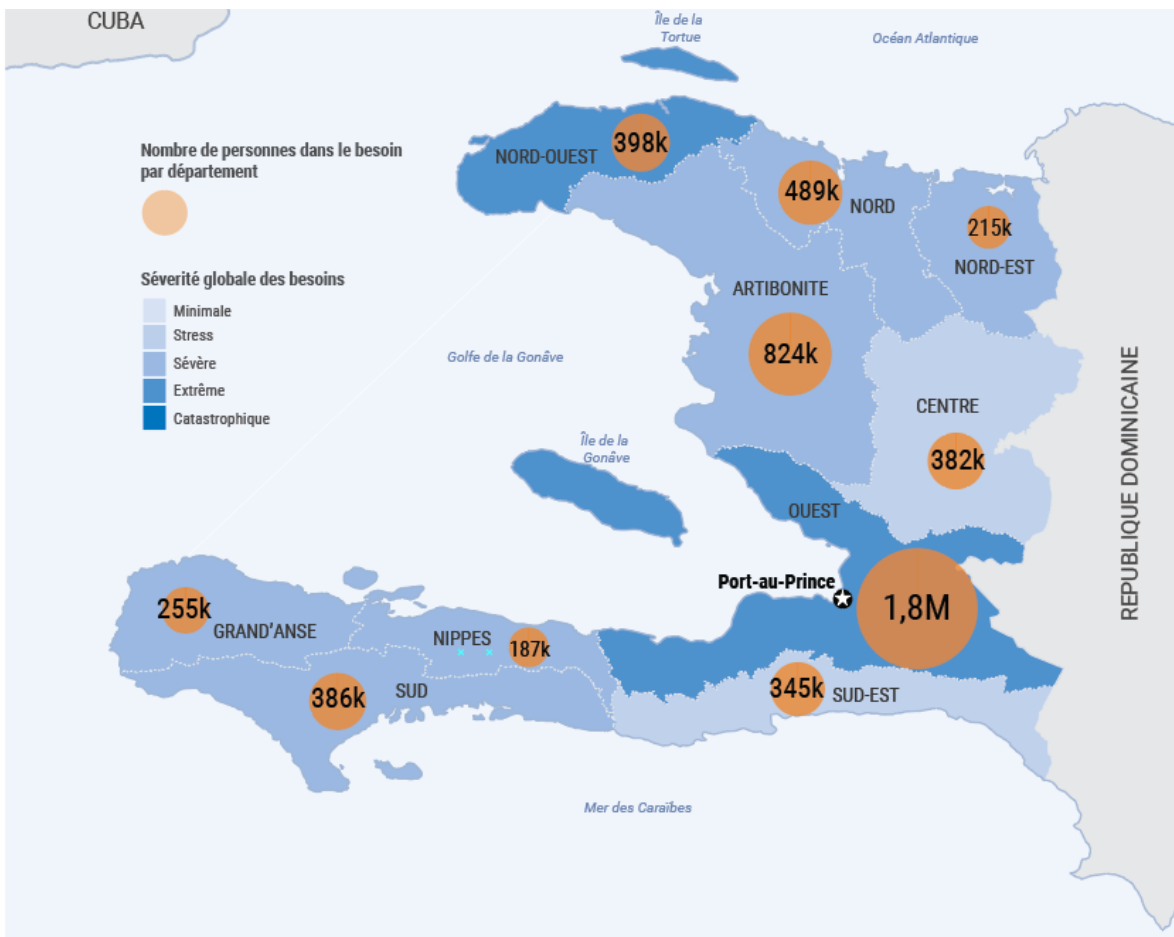
Des bandes armées contrôlent les voies d'accès stratégiques dans le pays et dans la capitale, Port-au-Prince, et ont étendu leurs activités criminelles dans l'ensemble du territoire. Elles commettent de graves abus contre la population, notamment des violences sexuelles à grande échelle, forçant des communautés entières à se déplacer.

De septembre à novembre, le blocage du principal terminal pétrolier d'Haïti a paralysé l'économie et fermé les écoles, tandis qu'une nouvelle épidémie de choléra déclarée le 2 octobre s'est propagée à neuf départements, après trois ans sans aucun cas enregistré dans le pays.

Alors que cette crise complexe perdure et semble même s'intensifier, environ 5,2 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire en 2023, contre 4,9 millions l'année dernière, dont 57% de femmes et de filles. Les acteurs humanitaires estiment à 715 millions de dollars le financement requis pour répondre aux défis que se présentent sur de nombreux fronts.

Afin d'inclure la perspective des Haïtiens et des Haïtiennes, l'Aperçu des besoins humanitaires a été élaboré, et cela pour la première fois, autour de témoignages individuels recueillis à travers le pays. Ces témoignages ont été étayés par des analyses et des données collectées auprès des partenaires humanitaires et à travers une évaluation des besoins menée pendant l'été 2022 par l'ONG IMPACT REACH.

Carte des sévérités et personnes dans le besoin par département



1. INSÉCURITÉ ET VIOLENCE : 11,5 millions d'Haïtiennes et d'Haïtiens, tout un pays, sont otages de la brutalité et de la violence des gangs.

Depuis 2020, l'emprise des gangs armés s'est renforcée jusqu'à encercler la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP), à travers le développement de tactiques sophistiquées et l'émergence de coalitions de gangs très puissantes. OCHA estime qu'au moins 1,5 million de personnes, soit la moitié de la population de la capitale, est directement touchée par la violence et voit sa liberté de mouvement et d'accès aux services de base restreints. Les vagues d'enlèvements, source de financement pour les gangs, touchent tous les quartiers de la capitale. Au niveau national, 13% des ménages ont subi des incidents de sécurité au cours des 12 mois précédant l'évaluation des besoins. Au niveau de la ZMPAP, ce taux s'élève jusqu'à 24% des ménages concernés.

Les affrontements entre gangs dans les luttes de territoire et avec la Police Nationale Haïtienne ont fait de nombreuses victimes et installé un climat de peur permanent. A Cité Soleil, une commune emblématique de la ZMPAP où près de 300 000 personnes vivent dans des conditions très difficiles, les gangs s'affrontent au

milieu des populations, qui se retrouvent prises au piège et privées d'accès aux services de base tels que l'eau et l'assainissement, la santé ou l'éducation.

La violence basée sur le genre a atteint des niveaux alarmants, le viol étant utilisé dans certains quartiers comme une arme de guerre pour terroriser et contrôler les populations. La crainte de la stigmatisation ou des représailles ainsi que l'absence de présence policière dans certains quartiers et les déficiences du système judiciaire empêchent les victimes de se voir rendre justice. Par ailleurs, nombreuses sont les survivant(e) s qui ne reçoivent pas d'accompagnement ou de soins par manque de structure à proximité et des coûts de transport prohibitifs.

Les enfants sont particulièrement touchés par la dégradation abrupte de la situation sécuritaire, économique et sociale, avec une préoccupation particulière pour ceux vivant dans les zones sous l'emprise des gangs ou les rapatriés.

2. EXODE : Les violences poussent de nombreuses Haïtiens et Haïtiennes à fuir, à quelques centaines de mètres de leur foyer, ou à plusieurs milliers de kilomètres.

Il y a actuellement davantage de personnes déplacées par la violence que par les aléas d'origine naturelle. Dans les départements du Sud, particulièrement affectés par le tremblement de terre d'août 2021, quelque 2 528 personnes sont toujours déplacées comme conséquence du séisme. En comparaison, on estime qu'environ 155 200 personnes se trouvent en situation de déplacement dans la zone métropolitaine

de Port-au-Prince (ZMPAP), soit 39 600 ménages, dont 75% vivent dans des communautés hôtes.

A Cité Soleil, le conflit entre deux coalitions de gangs en juillet 2022 a fait plus de 200 morts, 250 blessés et provoqué le déplacement de milliers de personnes. La sécurité alimentaire dans la commune s'est fortement dégradée avec près de 20 000 personnes en situation

d'insécurité alimentaire catastrophique. La situation de l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans la commune est également très préoccupante. Situés en bord de mer, certains quartiers sont régulièrement inondés et en l'absence d'entretien des canaux de drainage, des montagnes de déchets s'accumulent. L'acheminement d'eau potable se faisant par camions-citernes, les livraisons sont conditionnées par la situation sécuritaire, laissant parfois la population sans eau potable pendant plusieurs jours. Dans ce contexte, la résurgence du choléra confirmée le 2 octobre, a notamment débuté à Cité Soleil, où 12% des cas suspects étaient recensés au 31 décembre 2022.

Jusqu'à novembre 2022, au cœur de la capitale, des centaines de personnes vivaient sur la place Hugo Chavez, réunis sur un site de déplacés improvisé tout près de l'aéroport international. Sur cette place servant de refuge aux personnes ayant fui les affrontements entre gangs, en particulier en avril et juillet 2022, les conditions de vie étaient indignes, notamment en

raison de l'absence d'infrastructures sanitaires de base. Pendant les troubles sociaux qui ont secoué le pays entre septembre et octobre 2022, l'accès des acteurs humanitaires au site, essentiel pour soutenir ces populations particulièrement vulnérables, a été fortement compromis, avant que le Gouvernement ne conduise des actions en novembre pour reloger les 3 000 déplacés de la place.

De nombreux Haïtiens et Haïtiennes tentent de quitter le pays à la recherche de meilleures conditions de vie. Près d'un ménage sur 10 déclare vouloir migrer dans les six prochains mois, une part moins importante dans les milieux ruraux (7%) qu'en milieu urbain (10%). Cependant, les rapatriements forcés ont continué en 2022 depuis plusieurs pays, même après la déclaration d'une nouvelle épidémie de choléra. Environ 154 333 personnes ont notamment été rapatriées de la République dominicaine en 2022, contre 24 819 personnes rapatriées en 2021.

3. UNE ÉCONOMIE EN BERNE : L'insécurité, le blocage du terminal de Varreux et l'inflation ont miné la vie économique du pays.

Les troubles sociaux qui ont bloqué le pays en septembre et octobre 2022 ont rappelé l'épisode de « Peyi Lòk » (« pays fermé » en créole haïtien) de 2019, un grand mouvement de contestation sociale qui a paralysé le pays durant plus de trois mois. En 2022, l'augmentation des prix du pétrole et des coûts de transports liés à la guerre en Ukraine, ainsi que l'inflation galopante de la monnaie nationale ont été suivis en septembre par l'annonce par le Gouvernement d'une baisse des subventions des prix du pétrole et de facto une hausse des prix à la pompe, provoquant une vague de contestation sociale qui a paralysé le

pays jusqu'en novembre avec des manifestations parfois violentes, des barrages routiers, des pillages et la paralysie des transports. Avec le blocage du terminal pétrolier de Varreux par un gang, le manque de combustible, les difficultés d'approvisionnement et les pénuries de transport ont considérablement ralenti l'économie. Chaque jour, de plus en plus de personnes tombent dans une pauvreté extrême, alors que 31% de la population vit avec moins de 2,15 dollars par jour.

4. GÉNÉRALISATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : 4,7 millions d'Haïtiennes et d'Haïtiens se trouveraient en situation d'insécurité alimentaire en 2023.

Les pénuries de carburant, l'insécurité, le changement climatique et les catastrophes ont fortement impacté le secteur agricole. Le blocage des axes routiers par les gangs et les protestations, la hausse significative des prix des denrées alimentaires ainsi que l'absence d'emplois ont fortement contribué à aggraver l'insécurité alimentaire.

L'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) d'octobre 2022 montre une détérioration majeure de la crise alimentaire avec 4,7 millions de personnes, soit près de la moitié de la population, à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë.

Pour la première fois dans le pays et les Amériques, on estime que 19 200 d'entre elles, habitant à Cité Soleil, se trouvent à un niveau catastrophique d'insécurité alimentaire. Une étude menée en avril 2022 dans la commune par le Gouvernement et UNICEF a par ailleurs montré que 20% des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition aiguë dont 5% de malnutrition aiguë sévère, bien au-delà des seuils d'urgence.

5. DÉLABREMENT DU SYSTÈME SANITAIRE : La santé des Haïtiennes et Haïtiens est devenue un privilège, près d'un quart de la population est à plus d'une heure de trajet des premiers soins.

L'accès aux soins est une préoccupation particulièrement importante pour les Haïtiens et les Haïtiennes alors que le pays connaît une résurgence du choléra. Après deux premiers cas déclarés dans la ZMPAP le 2 octobre, l'épidémie s'est rapidement propagée à l'ensemble du pays, atteignant plus de 22 000 cas suspects fin décembre. Plus de la moitié des cas concernent des enfants.

Dans la réponse à l'épidémie, le gouvernement haïtien et les acteurs humanitaires font face à des difficultés logistiques liées à la présence des gangs, aux pénuries

de carburant à répétition, et au manque de personnel qualifié, qui n'ont fait qu'aggraver la situation.

Les crises que traversent le pays ont un impact considérable sur le fonctionnement du système de santé. Selon l'OPS/OMS, en décembre 2022, 73% des 22 plus grandes structures de santé du pays indiquaient ne pas avoir suffisamment d'intrants pour fonctionner normalement. Ces difficultés sont notamment liées aux blocages de certaines routes et plateformes logistiques par les gangs, aux pénuries de carburant et aux troubles sociaux ainsi qu'aux

coûts important d'acheminement d'intrants médicaux dans le pays. Les difficultés d'approvisionnement en carburant ont forcé les établissements à rationner leur consommation d'électricité, allant jusqu'à provoquer la fermeture temporaire de services. En décembre, 45% des 22 structures déclaraient rencontrer des problèmes de carburant.

Autant les patients que le personnel médical se retrouvent sans moyens de transport et aux prises avec l'insécurité, les patients se trouvant par ailleurs souvent limités par le prix des soins ou face à un manque d'information criant, en particulier pour savoir comment se faire dépister pour le choléra. A tout cela s'ajoute la fuite des cerveaux qui touche notamment le personnel médical qualifié.

L'accès à l'eau potable demeure un défi et une cause majeure de la propagation du choléra, notamment pour les populations les plus vulnérables. De manière générale, près de la moitié des ménages indique avoir au moins un problème pour accéder à l'eau. Dans les Nippes et le Nord-Ouest, 71% et 75% des ménages déclarent ne pas avoir eu accès à suffisamment d'eau pour boire. A Cité Soleil, c'est le cas pour 80% des ménages. Dans l'ensemble du pays, les ménages ruraux sont davantage affectés avec près de 60% n'ayant pas accès à suffisamment d'eau potable.

6. L'ÉDUCATION A TOUT PRIX : Seuls 20% des écoles haïtiennes sont publiques, les autres, privées et donc payantes, sont inabordables pour une majorité de la population.

Le contexte économique, social et sécuritaire a fortement perturbé la scolarité des jeunes Haïtiennes et Haïtiens en 2022. Selon le secteur éducation, 4,2 millions d'enfants ont ainsi été privés de leur droit à l'éducation, ce qui aura un impact à long terme sur leur développement socio-économique et les expose au risque d'être recrutés par les gangs.

Haiti fait partie des dix pays au monde où les dépenses nationales publiques en éducation sont les plus faibles en part du PIB, affectant la disponibilité d'infrastructures et enseignants. Pour l'année scolaire 2021-2022, 59% des ménages ayant au moins un enfant non-scolarisé mentionnaient des coûts éducatifs trop élevés comme raison principale.

Par ailleurs, 24% des ménages ayant au moins un enfant entre 3 et 17 ans mentionnent l'insécurité à l'école ou sur le chemin de l'école parmi les barrières à l'accès à l'éducation. Au niveau de la ZMPAP, les

violences des gangs ont visé les écoles ainsi que les écoliers et les enseignants sur le chemin de l'école, entraînant la fermeture de centaines d'écoles. Dans les départements du sud, les efforts de reconstruction des 1 250 écoles détruites lors du tremblement de terre du 14 août 2021 ont été entravés par les difficultés logistiques liées aux activités des gangs et à la crise du carburant. Environ 300 000 enfants se sont trouvés dans des environnements non propices à l'apprentissage.

Le contexte économique et sécuritaire dégradé et les tensions sociales ont conduit aux reports successifs de la rentrée scolaire 2022/2023, initialement prévue en septembre, jusqu'à novembre. La réouverture des écoles n'a été effective qu'en début 2023, sans pour autant que tous les élèves reprennent le chemin de l'école.

Analyse des risques

Cette analyse des risques examine les développements susceptibles d'avoir un impact sur les besoins au cours des années 2023. Les risques et les impacts sont surtout présents à l'échelle nationale même si des événements localisés tels que l'insécurité ou les menaces naturelles sont susceptibles d'avoir un impact localement.

Parmi les risques et les influences possibles sur les vulnérabilités des populations concernées tout au long des 12 mois à venir, on peut citer :

- Les développements politiques,
- Les perspectives de sécurité,
- Les enjeux sociaux,
- L'économie en berne,
- Les menaces naturelles majeures (inondations, ouragans, sécheresses, tremblements de terre),
- Les épidémies y compris l'évolution du choléra.

L'année 2023 sera fortement impactée par l'évolution de la situation politique interne mais aussi externe. Le chemin vers des élections libres et transparentes sera compliqué dans un contexte d'insécurité élevée. Une intervention internationale en soutien à la police nationale n'est pas garantie et l'influence croissante des groupes armés continuera d'avoir un impact significatif sur l'insécurité et, par conséquent, sur l'accès humanitaire. La tendance à l'augmentation des enlèvements, des violations des droits humains ou des combats pour le contrôle de territoires pourraient se poursuivre et réduire davantage l'accès humanitaire.

On s'attend à de nouveaux flux migratoires et des déplacements de la population métropolitaine et d'autres zones urbaines vers d'autres quartiers/régions. Une poursuite des expulsions et des rapatriements de migrants haïtiens d'autres pays est attendue en 2023.

L'accessibilité du carburant déterminera le développement socio-économique. Les prix du carburant ayant augmentés en 2022, pourrait avoir un effet d'entraînement sur d'autres

secteurs de l'économie ce qui entraînera une augmentation rapide des prix des services de base et des produits de consommation courante. De plus, la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain pourrait faire augmenter le prix des produits importés sur le marché haïtien.

Dans l'ombre de l'inflation et de l'échec économique, les marchés noirs pourraient se développer davantage. Cela pourrait être particulièrement vrai pour le carburant toujours difficile d'accès en particulier en dehors de la capitale.

Le mécontentement croissant, en particulier de la jeune génération, à l'égard de leur situation socio-économique pourrait accentuer les migrations internationales. D'autres pourraient rejoindre les rangs des groupes armés.

À moins que la spirale descendante ne soit arrêtée et éventuellement inversée par une stabilisation politique et économique et des mesures de sécurité renforcées, la tendance socio-économique négative se poursuivra en 2023. Le retour à une stabilité politique et sécuritaire permettrait une relance progressive de l'activité économique et des investissements.

Comme chaque année le pays sera exposé à plusieurs menaces naturelles, en particulier au cours de la saison cyclonique. Les conséquences du changement climatique, comme la sécheresse dans le Nord-Ouest du pays, continueront à affecter les récoltes agricoles.

L'épidémie de choléra continuera à s'étendre sur l'ensemble du pays. Si une baisse des cas pourra être enregistrée au début de 2023 grâce aux efforts entrepris en 2022 et à la vaccination, il n'est pas exclu que la maladie regagne en intensité pendant la saison des pluies.



Les déplacés
Acrylique sur toile
Shneider Léon Hilaire

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES EN HAÏTI EN 2023

RÉSUMÉ EXÉCUTIF